

Ridha Boukraa

Le civisme frein à la corruption

Deux visions contradictoires se partagent la représentation du monde tout en s'opposent dans la manière de poser les problèmes de la vie et de les résoudre : la vision de Marx qui pense que **l'humanité ne pose que des problèmes qu'elle peut résoudre**. C'est la position humaniste qui croit à la possibilité de l'homme de résoudre ses problèmes. La deuxième position contradictoire est celle de Foucault, qui s'assume comme antihumaniste dans la mesure qu'elle admet que **l'humanité feint de résoudre des problèmes qu'elle ne peut pas poser**. Ou, formulée d'une autre manière, aussi pessimiste qu'anti humaniste : lorsque l'humanité évoque un problème c'est ou bien pour ne pas pouvoir ou ne pas vouloir le résoudre. On peut appliquer ces différentes visions au thème de la corruption.

- 1- La corruption est un problème qu'on peut résoudre parce qu'il est posé par l'homme
- 2- la corruption est un problème qu'on feint de résoudre sans arriver à en poser d'une manière satisfaisante les termes. Ou, si on commence à l'évoquer c'est que l'on ne peut, et l'on ne veut le résoudre.
- 3- La corruption n'est pas le fait de l'homme mais celui d'un système qui dépasse l'homme. C'est le système qui est corrompu et corrupteur. Si l'on veut supprimer la corruption c'est au système qu'il faut s'attaquer pas à l'homme.

On n'en vient ainsi à la formulation du sujet : quel rapport entre civisme et corruption ? Deux hypothèses complémentaires peuvent être envisagées :

- 1- Le civisme freine la corruption : plus le civisme diminue plus la corruption augmente. Il y a une relation inversement proportionnelle entre

civisme et corruption. C'est une hypothèse-constat qu'il importe néanmoins de démontrer et d'illustrer.

- 2- Nous vivons une période où il va falloir activer le civisme réhabiliter le sujet et le droit dans une perspective de limitation de la corruption. C'est une hypothèse volontariste qui envisage la corruption comme le symptôme d'une maladie systémique dont la crise du civisme ne constitue que l'un des multiples dimensions.

Quelque soit la position ou la manière de voir, on n'envisage à aucun moment l'idée que le civisme même réhabilité puisse supprimer la corruption. Celle-ci serait un mal pour ainsi dire nécessaire. Tout ce qu'on peut faire c'est en limiter les dégâts, et le civisme comme d'ailleurs, la démocratie constituent un facteur favorable à la réduction de la corruption mais non à sa suppression. Certes, la dictature est un régime politique qui pratique la corruption comme méthode de gouvernement grâce au contrôle qu'il exerce simultanément sur le marché et l'Etat. Mais la démocratie n'y échappe pas en temps de guerre ou suite à des révolutions parce que l'Etat ne contrôle plus le marché qui non contrôlé devient noir : le marché noir est un phénomène qui se développe lors de l'effondrement de l'Etat. Entre les deux guerres les Etats Unis, l'une des démocraties les plus avancées, se transforme à la faveur de la prohibition de l'alcool, en un haut lieu de la corruption citoyenne.

Mais la grande question à laquelle, il faudrait répondre est la suivante : comment expliquer que la corruption est devenue de nos jours le signe d'une crise structurelle de la démocratie au niveau mondial ? Avant la mondialisation, la corruption existait mais jamais avec autant d'ampleur. Quelles sont les transformations historiques qui sont à l'origine de l'émergence de ces formes de corruption gangrénant les institutions dans l'ensemble des nations, qu'elles obéissent à des régimes dictatoriaux, démocratiques ou en voie de démocratisation ? Certes, l'échelle de la corruption diffère selon la nature du régime politique du pays, selon ses ressources naturelles et financières, selon sa position géostratégiques et l'enjeu idéologique et politique que cela représente, selon l'éthique qui caractérise sa population etc.... Ainsi les ressources pétrolières et minières exposent un pays à un plus grand risque de corruption. En revanche, les nations d'obédience protestantes semblent les moins enclines à la corruption et c'est de ces pays germaniques et nordiques que partent les croisades internationales pour la combattre.

Mais essayons de définir le civisme et de voir comment il s'insère à travers l'histoire dans les configurations sociétales et politiques.

Le civisme peut être défini comme l'adhésion de l'individu aux valeurs de la citoyenneté. Ces valeurs sont celles qui orientent le comportement du citoyen dans la cité. Elles comportent des droits que le citoyen attend de la cité et des devoirs que la cité attend de l'individu. Le civisme obéit donc à une logique d'appartenance collective : l'individu devient citoyen lorsqu'il intériorise les valeurs qu'implique cette logique et que sa personnalité est socialisée par cette hiérarchie de valeurs. On peut citer comme exemples de conduites citoyennes révélatrices du niveau de civisme qui prévaut dans une société l'acquittement de ses obligations fiscales, le respect des droits de douane, l'accomplissement de son droit électoral, la participation à la vie collective de la cité etc....En revanche la corruption dépouille l'individu de sa citoyenneté et altère son essence de citoyen et par conséquent l'arrache à la logique collective de sa communauté d'appartenance et l'enfonce dans une logique individuelle fondée sur la recherche du gain facile et illicite. On passe de la logique individuelle et responsable de la cité à une logique de l'individu irresponsable de la tribu prédatrice transgressant les lois de l'Etat, de la nation, du territoire et de la démocratie. Ce n'est pas un hasard que les groupes mafieux se développent dans les nations où l'Etat connaît des difficultés de construction comme en Italie ou en Amérique latine ou dans le monde arabe. Mais même un pays comme la France dotée à travers une longue histoire d'un Etat central fort connaît sur sa côte méditerranéenne des poches où se développent des formes de corruptions que la nation a du mal à maîtriser.

Si l'on veut situer le problème de la corruption dans une perspective historique, il faudrait donc la relier à ces quatre dimensions : l'Etat, la nation, le marché et le politique.

On peut distinguer deux moments historiques traversés par l'humanité et qui permettent de comprendre l'évolution des formes que revêt la corruption : le moment de l'hégémonie de l'Etat National et le moment de la mondialisation disqualifiant l'Etat National.

Le premier moment est lié pourrait-on dire à la modernité. Il correspond dans la vieille Europe à l'émergence de l'Etat-National et de la démocratie qui contrôlent le marché. C'est-à-dire le civisme est actif dans une formation sociale où l'Etat National contrôle et encadre le marché.

C'est une formation qu'on retrouve dans les démocraties où les valeurs transcendantes déterminent les comportements individuels et collectifs. La transcendance républicaine et démocratique représente encore une référence aux individus et aux groupes. C'est une formation sociale qui correspond un peu au capitalisme qui a émergé à la faveur de la modernité et qui s'inscrit dans des valeurs qui restent déterminantes dans la conduite quotidienne et qui s'appuient sur des concepts d'individus citoyens appartenant à une collectivité, une cité ou une nation. C'est une configuration où l'individu-citoyen, l'Etat-Nation encadrent encore l'économie. Les valeurs marchandes bien que dominantes s'inscrivent encore dans des valeurs morales ou éthiques ce qui n'exclut pas les tentations de transgression : la corruption peut altérer les valeurs fondamentales mais la logique globale de la société continue à orienter et encadrer le marché pour la simple raison que la société existe et fonctionne encore. Certes, l'économie capitaliste s'est dissociée du social mais elle reste régulée par l'Etat National et les institutions ne se sont pas délitées.

Les USA où historiquement la société précède l'Etat ne connaissent pas moins au cours de cette période un système de régulation initié par l'Etat mais aussi par l'éthique religieuse qui caractérise la société civile : la loi de la prohibition provoqua la corruption dans les villes où les institutions citoyennes sont manipulées pour couvrir les malversations d'un Al Capone mais suscita une forte résistance éthico-religieuse dans les campagnes. Souvent ce sont des logiques protestantes qui président à l'encadrement de l'activité économique. Le marché est encadré dans un système de valeur et l'Etat peut intervenir aussi pour réguler et pour sanctionner toute transgression à l'éthique, tout excès d'égoïsme individuel se développant aux dépens de l'intérêt collectif et dans cette logique, le civisme constituait une valeur transcendante qui orientait les comportements individuels et collectifs.

Le deuxième moment que nous vivons actuellement est marqué par l'ampleur mondiale de la corruption et l'ampleur mondiale de la lutte contre la corruption.

La mondialisation va disqualifier l'Etat National et du même coup les valeurs qu'il porte et la transcendance qui oriente les comportements et ce sont les valeurs marchandes qui vont dominer les valeurs d'éthique et on assiste à un univers où la règle devient la dérégulation, la règle consiste à transgresser les règles et ceci au niveau de tous les acteurs de l'économie que ce soit les entrepreneurs, les hauts fonctionnaires et les commis de l'Etat. Les individus ne sont plus orientés par une forme de transcendance mais par le marché et cette

dérégulation se mondialise. Elle n'est plus le fait d'une configuration spécifique dans le monde quand bien même elle prend des formes multiples. Elle dénote toujours le relâchement des valeurs du civisme et l'hégémonie des valeurs du marché. Les institutions se vident de leur substance, elles n'intègrent plus l'économique qui leur échappe et sonne le glas de la société cannibalisée par le marché et du coup signe l'échec de la social-démocratie.

La corruption devient un mal généralisé car l'individu s'est dépouillé de son statut de citoyen appartenant à une nation, à un ensemble sociétal. C'est le retour de la tribu segmentaire où l'individu obéit désormais beaucoup plus aux valeurs marchandes qu'aux valeurs de la citoyenneté ou de l'intégrité ou de la morale et du coup l'on assiste à la diffusion d'une culture contraire au civisme, à la morale et à la nation. Nous sommes en présence d'une conduite individualiste généralisée, motivée uniquement par le marché.

Nous vivons dans cette période où partout dans le monde, on peut tout acheter. La règle devient la marchandisation de tout objet, de tout être ; tout est marchand, aucun être ou objet de ce monde n'échappe à la marchandisation et évidemment, ceci crée une grande frustration entre ceux qui arrivent à transgresser la règle et ceux qui n'y arrivent pas et ceux qui n'y arrivent pas et aspirent à la transgresser. On transgresse allègrement les valeurs de la règle à la faveur de l'instauration des valeurs du marché.

A l'origine le fonctionnaire est une invention ecclésiastique. Il est au service de Dieu puis il est devenu au service de l'Etat-National sécurisé. Avec la mondialisation il se trouve cannibalisé par le marché et subit la tentation de la corruption : son essence transcendante est altérée.

Tout cela signifie qu'il y a une perte du sens : l'empire du marché l'emporte sur le politique, sur la morale générant un paysage et un terreau favorables à la corruption.

La corruption c'est donc l'altération des valeurs civiques, du citoyen, de l'Etat, de la nation et de la démocratie. C'est un comportement cloacal d'altération et évidemment la mondialisation le favorise parce qu'elle fait éclater la nation, l'Etat National, les mécanismes de régulation. Mais la révolution conjuguée à la mondialisation peut avoir le même effet : elle fait éclater les mécanismes de contrôle, accélère le relâchement moral et assujettit la société à l'échange

marchand parallèle, invisible, opaque et transforme la pratique de la corruption en un relais de la violence.

A la faveur de la mondialisation l'on passe dans les dictatures d'une phase où l'Etat-National contrôle le marché à une phase où le marché par le biais de la corruption des gouvernants assujettit l'Etat-National. La révolution en créant le chaos affaiblit l'Etat-National et amplifie le phénomène de la corruption suite à la marchandisation de l'institution et à la financiarisation de la religion. Le même processus s'observe dans les démocraties où l'on passe d'une phase où la démocratie contrôlait le marché à une phase où le marché contrôle la démocratie entraînant l'effondrement des valeurs civiques sociales et humanistes et laissant l'économie cannibaliser la société favorisant toute forme de corruption à tous les niveaux de l'Etat n'épargnant ni le politique ni le judiciaire.

Le sociologue français Touraine d'origine protestante appelle de ses vœux une deuxième réforme comparable à celle de Luther et de Calvin celle que l'Orient islamique n'a pas effectuée. Cette réforme devrait faire revenir l'économie à sa juste place par rapport à la culture et à la société rétablissant les valeurs de l'éthique et de la dignité humaine. Seul un nouvel humanisme pourrait sauver l'humanité en donnant la priorité à l'homme au détriment du système dominant qui l'écrase.